

Février

2024

#61

AGIR À LYON

& SES ALENTOURS

→ LE MAGAZINE

• ÇA MARCHE
**LÈS GRAINES
ÉLECTRONIQUES**

• S'ENGAGER AVEC
NOTRE AFFAIRE À TOUS

• AGIR POUR LA BIODIVERSITÉ
LA CAROTTE SAUVAGE

• TUTO BIDOUILLE
LA COUCHE LAVABLE

• DÉFI
**UN LOGEMENT
D'ABORD**



DÉFI





Un logement d'abord

Alors que le mal-logement et le sans-abrisme progressent dans notre ville, face au manque d'intervention de la puissance publique et aux moyens limités des collectivités locales, des citoyens et des citoyennes s'organisent. Si leurs actions ne constituent pas une solution durable à cette injustice, ils montrent que notre société n'est ni indifférente, ni impuissante face à la souffrance de celles et ceux qui ont besoin d'un toit.



Un toit sur la tête avant tout

Camille Tribout
Chloé Chat

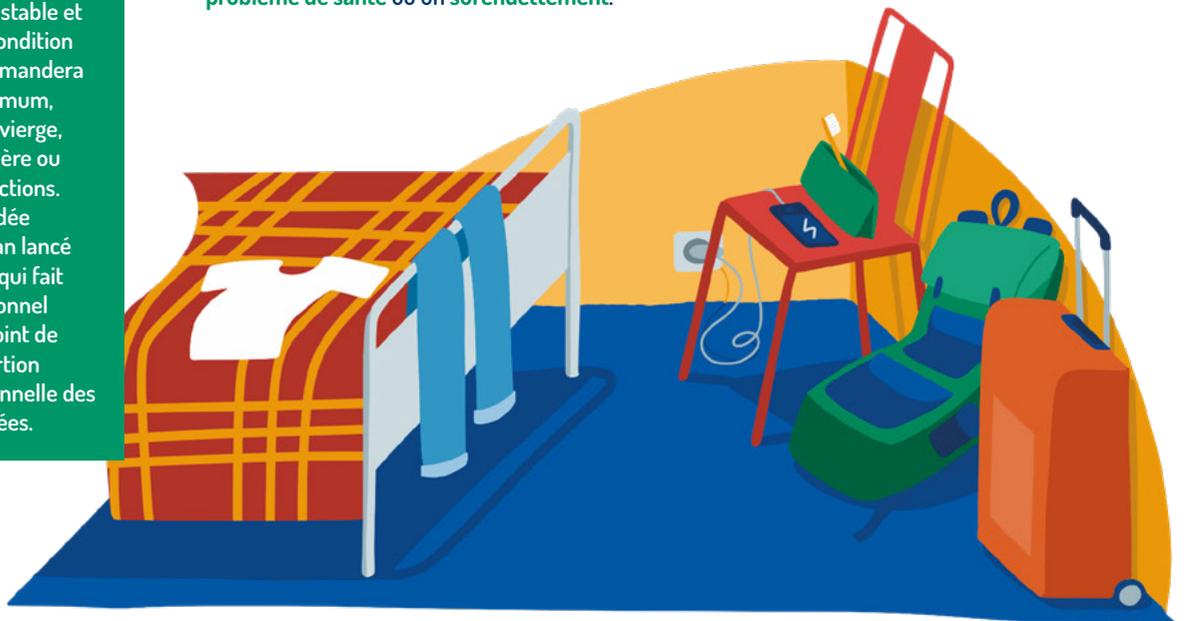
Aujourd'hui, le mal-logement touche 4,1 millions de personnes en France. Parce que la précarité liée au logement et le sans-abrisme persistent toujours, collectivités, associations, citoyens et citoyennes se mobilisent pour maintenir le droit fondamental à un logement décent et offrir sans délai un toit à celles et ceux qui en sont privés.

* Kezaco ?

Le mouvement *Un logement d'abord*, c'est la revendication que le logement est un préalable à tout accompagnement d'une personne dans son insertion sociale et professionnelle. Inspiré par le *Housing first* américain et finlandais, le « **logement d'abord** » vise à donner à une personne mal-logée ou sans-abri les clés d'un logement stable et confortable, sans condition préalable. On ne demandera pas un revenu minimum, un casier judiciaire vierge, une situation régulière ou une absence d'addictions. Aujourd'hui, cette idée s'inscrit dans un plan lancé en 2009 par l'État, qui fait de l'accès inconditionnel à un logement le point de départ de la réinsertion sociale et professionnelle des personnes mal-logées.

Du monde à mettre à l'abri¹

- En France, **4,1 millions** de personnes sont **mal logées** et près d'1 million de personnes n'ont pas de domicile personnel.
- **330 000 personnes** sont **sans abri** ou vivent dans un lieu informel : squats, bidonvilles, abris de fortune, terrains de camping...
- **100 000 personnes** vivent dans des **habitats de fortune**, bricolés avec peu de moyens.
- **643 000 personnes** vivent **chez un proche**.
- Chaque jour, en moyenne, **260 expulsions** de lieux de vie informels ont lieu : tentes, cabanes construites sur des terrains vagues, bâtiments occupés, squats, caravanes ou voitures installées en zones inhabitées.²
- **83 %** des personnes se retrouvent sans domicile suite à une **perte d'emploi**, une **séparation**, un **problème de santé** ou un **surendettement**.



À Lyon, une précarité préoccupante¹

- 5 610 ménages étaient en attente de logement en 2021.
- 14 000 personnes sont sans domicile fixe.
- En novembre 2023, 331 mineurs non-accompagnés sont en errance, 34 d'entre eux sont hébergés dans des gymnases municipaux.
- En 2022, 44 700 personnes ont fait une demande d'hébergement d'urgence auprès du Samu social. 11 700 d'entre elles étaient des enfants.
- 18 % des personnes qui vivaient sous tente et rencontrées par le Samu social lors de maraudes en janvier 2022, avaient moins de 25 ans, 17 % plus de 55 ans.
- 35 % des personnes rencontrées ont pour principale ressource financière la mendicité, 25 % les prestations sociales et 17 % sont sans aucune ressource.



Les personnes en situation de précarité discriminées dans l'accès au logement

- En 2022, 14,6 % de la population française, soit 9,1 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire. Dans 80 % des cas, il s'agit de femmes seules avec des enfants.³
- Les familles monoparentales sont en première ligne puisqu'elles représentent 32,8 % des plus pauvres. Le maintien ou l'accès au logement se retrouve donc fragilisé.³
- 19,5 % des personnes en situation de handicap et âgées de 15 à 64 ans vivent sous le seuil de pauvreté, contre 12,8 % des personnes valides de la même tranche d'âge. À cette précarité, s'ajoute la difficulté de trouver un logement adapté.⁴
- Discriminées lors de la recherche de logement ou rejetées par leur famille, les personnes LGBTQIA+ en Europe sont cinq fois plus confrontées à une période de sans-abrisme que le reste de la population.⁵

L'hébergement citoyen, une brique dans la lutte contre le mal-logement⁶

- Dans le Rhône, 1 254 personnes migrantes ont été accueillies grâce à des solutions d'hébergement citoyen en 2022.
- Parmi elles, 29 % ont vécu chez un habitant, 70 % vivaient en logement indépendant mis à disposition par des citoyens et citoyennes, et 1 % dans une colocation solidaire, c'est-à-dire où des personnes en situation de précarité ou non vivent en communauté. Parmi ces personnes accueillies, 39 % étaient des enfants.

1. État du mal-logement en 2023 et éclairage régional - Fondation Abbé Pierre, 2023

2. Rapport annuel - Observatoire des expulsions de lieux de vie informels, 2023

3. Chiffres clés sur la pauvreté et la précarité - Insee, 2022

4. Rapport des discriminations - Observatoire des inégalités, 2023

5. Étude européenne sur les discriminations subies par les personnes LGBTQIA+ - Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne, 2019

6. Visibiliser l'hospitalité : la place de l'hébergement citoyen dans l'accueil des personnes migrantes - Synergies Migrations, 2023



LE REGARD DE

Pascal Isoard-Thomas, directeur d'Alynea et militant contre le mal-logement

✎ Camille Tribout

Engagé depuis 2004 dans l'action sociale, d'abord directeur régional des Petits Frères des Pauvres, il est désormais directeur d'Alynea, association lyonnaise qui accompagne et agit avec les personnes en situation de précarité, et qui porte aussi le dispositif du Samu social du Rhône. Depuis plus de vingt ans, Pascal Isoard-Thomas place la lutte contre l'exclusion et le sans-abrisme au cœur de sa vie militante.

• POURQUOI LE LOGEMENT EST-IL UNE PRIORITÉ ?

Le logement, un droit fondamental, est reconnu par la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* et la *Constitution*. Que l'accès au logement ne soit pas garanti est une violation de ce droit. Lors de mon expérience en tant que directeur régional des **Petits Frères des Pauvres**, pour qui le lieu de vie est au cœur des débats, j'ai compris qu'avoir un logement ne signifie pas seulement avoir un toit. C'est bien plus qu'un simple lieu de vie. Il participe à la réappropriation de sa propre vie et à une reprise de confiance progressive. Beaucoup d'inégalités trouvent leur source dans le mal-logement puisqu'il affecte la santé et, entre autres, le parcours éducatif des enfants. En réalité, la question de la qualité du logement est centrale dans la lutte contre les exclusions.

Le logement ne signifie pas seulement avoir un toit. C'est bien plus qu'un simple lieu de vie.

• QUELLE DIFFÉRENCE FAITES-VOUS ENTRE HÉBERGEMENT ET LOGEMENT ?

Un hébergement n'est pas un chez-soi. Il est souvent géré par une association qui en dicte les règles comme ne pas boire d'alcool ou ne

pas avoir d'animaux de compagnie. C'est une solution temporaire et transitoire vers un logement durable. Dans un logement, il y a plus de libertés, on peut y inviter des amis, ce qui contribue à la construction de l'identité d'une personne. Le problème, aujourd'hui, c'est que, pour certains, les logements sont devenus rares et inaccessibles.

• QUI SONT LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ LIÉE AU LOGEMENT ?

Malheureusement, aujourd'hui, de plus en plus de personnes de toute origine sociale sont concernées par cette fragilité. Sans parler de très grande précarité, ce sont majoritairement des personnes qui perçoivent environ 40 % du revenu médian qui sont touchées par la précarité liée au logement, souvent des hommes isolés et plutôt jeunes. Avec le **Samu social** et **Alynea**, on voit aussi de plus en plus de familles, des personnes âgées ou en situation de rupture familiale, après un divorce notamment.

Dans le Rhône, près de 80 000 personnes sont en attente d'un logement social.

• QUELLE EST LA SITUATION À LYON AUJOURD'HUI ?

La visibilité des personnes sans abri sur la voie publique s'est largement accrue ces dernières années et révèle le nombre de plus en plus massif de personnes dans la rue. À Lyon, en 2018, on comptait 7 000 personnes en demande d'hébergement, sans solution. Aujourd'hui, elles sont 14 000. Hier, on réussissait à trouver des solutions d'urgence pour des personnes dans des situations très critiques, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Plus largement dans le Rhône, près de 80 000 personnes sont en attente d'un logement social.

• COMMENT L'EXPLIQUER ?

D'une part, en raison de l'augmentation exponentielle du prix du foncier, le logement privé devient hors de prix. Les logements vacants sont réservés aux locations touristiques, devenues un placement d'argent pour les propriétaires dont les intérêts restent de percevoir un revenu. C'est quand même paradoxal : il y a autant de logements dédiés au tourisme que de chambres d'hôtel occupées par des associations d'hébergement d'urgence. D'autre part, le modèle économique des bailleurs sociaux a été fragilisé par la baisse des APL [NDLR : aides personnalisées



Le Logement d'abord, c'est l'idée que chacun puisse accéder à un logement sans préalable pour permettre ensuite sa réinsertion sociale et professionnelle.

• LE PLAN LOGEMENT D'ABORD PEUT-IL DONC ÊTRE UNE SOLUTION ?

Le *Logement d'abord*, c'est l'idée que chacun puisse accéder à un logement sans préalable pour permettre ensuite sa réinsertion sociale et professionnelle, inscrite dans un plan du gouvernement. Le concept, au départ très bon, ne répond pas aux besoins s'il n'y a pas de logements sociaux ou privés abordables. On distingue deux types de public. D'abord, des personnes mal-logées que l'on parvient à ramener facilement et rapidement vers le logement, ce qu'on appelle les prises en charge précoces. Elles ne passent pas par la rue ou par des hébergements d'urgence, ce qui facilite leur réinsertion professionnelle. Ensuite, le noyau dur des personnes mal-logées constitue la deuxième typologie de public. Ce sont des personnes très isolées qu'on ne réussit pas à amener vers le logement classique si elles ne bénéficient pas d'un accompagnement renforcé avec un suivi médical, social et psychologique. La Finlande, grâce à cette mise en œuvre exemplaire du *Logement d'abord*, est parvenue à fortement résorber le sans-abrisme. S'il est bien pensé et complet, le *Logement d'abord* répond aux besoins des personnes précaires.

À Lyon, 53 000 logements vacants pourraient ainsi être mis à disposition des plus précaires.

au logement], ce qui fait que la construction de logements sociaux s'effondre en France.

Cette réaction d'humanisme est extraordinaire et illustre en même temps que le droit au logement est bafoué.

• COMMENT LES COLLECTIVITÉS, ASSOCIATIONS LOCALES ET HABITANTS SE SAISISSENT-ILS DE CE SUJET ?

La mobilisation que la Métropole a su créer autour du *Logement d'abord* forme un terrain favorable aux expérimentations des bailleurs sociaux et des associations. Un certain nombre d'hébergements d'urgence ont été

créés, mais c'est une solution à court terme qui débouche de moins en moins vers un logement. Ils se remplissent et n'absorbent plus les nouvelles demandes. Cette solution permet de sortir de la rue, mais son efficacité reste limitée. Des habitants et habitantes s'organisent aussi autour de l'hébergement citoyen et accueillent chez eux des personnes en situation de précarité. Cette réaction d'humanisme est extraordinaire et illustre en même temps que le droit au logement est bafoué. J'espère que l'action citoyenne se traduira dans les urnes, vers un programme qui affirmerait que toute personne a droit à un logement. Désormais, ce qui manque à ces expérimentations locales, c'est une politique nationale.

• QUE RESTE-T-IL À FAIRE ?

La production de logements sociaux reste le principal levier : chaque commune de plus de 20 000 habitants est censée avoir au moins 25 % de logements sociaux, mais beaucoup sont carencées sur la métropole. Elles ne respectent pas la loi car les maires ont peur des conséquences électorales que peut avoir la création de logements sociaux. Il faut aussi encourager les propriétaires qui ont des appartements vacants à les proposer pour un usage social en se tournant vers des dispositifs de location solidaire comme *Solibail*. À Lyon, 53 000 logements vacants pourraient ainsi être mis à disposition des plus précaires, tout en garantissant un paiement de loyer aux propriétaires.

Accueil citoyen, maisons-relais, cohabitations ou colocations... la solidarité comme refuge

Camille Tribout

Les cohabitations intergénérationnelles, la rencontre de deux âges

Face à la difficulté pour un jeune de trouver un logement, face à la perte d'autonomie et au besoin d'une présence bienveillante des personnes âgées, les cohabitations solidaires créent des passerelles entre les âges. Deux générations qui, à travers cette expérience, forgent des liens qui perdureront.

De plus en plus nombreux à déménager dans une nouvelle région pour les études, les jeunes rencontrent des difficultés à se loger, particulièrement à Lyon. Quel que soit le budget de chacun, peu de logements sont disponibles, et trouver un appartement s'avère souvent être un vrai parcours du combattant. Malgré ce manque, la Métropole de Lyon estime que 15 000 chambres chez des personnes âgées sont vacantes.

Comme un deuxième chez-soi

Créée en réaction à la canicule de 2003 qui a mis en évidence la solitude des personnes âgées, **Tim & Colette** forme des binômes de jeunes et de personnes âgées, parfois en perte d'au-

tonomie, pour partager bien plus qu'un toit. Aujourd'hui, 282 personnes cohabitent dans 140 foyers, alors qu'il y a cinq ans, on comptait 47 cohabitations Tim & Colette. « *Le covid est passé par là. Les jeunes sont aussi isolés, une solitude causée par l'éclatement géographique lié aux parcours académiques* », explique Soline de Villard, directrice de Tim & Colette. Parfois très éloignés de leurs proches, vivre chez l'habitant permet aux jeunes étudiants et actifs de retrouver un cadre chaleureux et familial, pour quelques mois, ou même parfois pour plusieurs années. Sous un même toit, deux générations qui se rencontrent habituellement peu cohabitent, échangent sur leurs vécus, créent un lien fort et apportent de la vie dans un logement parfois devenu silencieux.



Dans le salon de Jacques, un moment de partage autour de la lecture.

Un engagement citoyen pour assurer le bien-vieillir

Pour connaître les envies et centres d'intérêt de chacun, les salariés de l'association rencontrent le jeune, la personne âgée et son entourage, puis dressent un contrat de cohabitation qui répond à l'expérience recherchée par chacun. Le jeune s'engage à offrir une simple présence bienveillante ou une aide ponctuelle : partager des moments conviviaux, aider au jardinage ou au bricolage, ouvrir les volets, faire les courses... Sans basculer dans une mission d'aidance, comme le souligne Soline : « *Le jeune a encore besoin de profiter de sa jeunesse et ne doit pas se substituer à une aide à domicile.* »

« *J'accueille la même étudiante depuis 2022. On a appris à se connaître, on échange tous les jours. Elle me parle d'un univers qui n'est plus le mien, celui de la fac. Cela m'amuse, et de mon côté je peux lui apporter des conseils. C'est un échange entre l'enthousiasme et l'expérience !* »

Philippe*, en cohabitation intergénérationnelle depuis octobre 2022

→ Si vous souhaitez vivre une expérience de cohabitation intergénérationnelle, à Lyon, d'autres initiatives mettent en relation et accompagnent les jeunes et personnes âgées dans leur projet, comme **Ensemble2générations** ou **Le Pari Solidaire**.

* À la demande de l'intervinté, le prénom a été changé.

CONTACTS

Tim & Colette
timetcolette.fr

Ensemble2générations
ensemble2generations.fr

Le Pari Solidaire
leparisolidairelyon.org

Les colocations solidaires, un engagement aux côtés de celles et ceux que la vie malmène

Au sein d'une colocation solidaire, de jeunes actifs à la vie sociale et professionnelle stable vivent une relation d'entraide avec des jeunes aux parcours de vie plus difficiles, sans domicile ou réfugiés. Une expérience au cours de laquelle les personnes en situation de précarité peuvent retrouver de la dignité et se mettre sur le chemin du retour à une vie sociale, professionnelle et citoyenne plus ordinaire.



Louis et Fred, deux habitants d'une colocation Lazare.

Près de la place Saint-Irénée, dans le 5^e, se trouve une demeure pas comme les autres : la **Maison Lazare**. 24 colocataires y partagent des appartements qui disposent chacun de huit chambres individuelles et d'un étage commun avec salon et cuisine où passer des moments de convivialité. Certains « *ont connu la galère* », résume Aline Simian, responsable de maison, tandis que d'autres sont de jeunes actifs. Tous sont venus vivre une expérience singulière de solidarité.

Apprendre à vivre ensemble

« *Les engagements sont les mêmes pour tous les habitants. Chaque coloc' paie le même loyer* », précise Aline. Les jeunes professionnels s'installent toutefois pour une durée d'un an, alors que les personnes ayant connu la rue, qui ont souvent entre 40 et 60 ans, y restent autant qu'elles le souhaitent. Par ailleurs, deux familles responsables de maison veillent à ce qu'il n'y ait pas d'entorse aux règles du bien-vivre ensemble.

Aline poursuit : « *Les personnes qui ont vécu la galère veulent avant tout un toit. Même si c'est rare-*

ment un premier choix de vivre en colocation, elles viennent avec le souhait de vivre quelque chose de communautaire. » Confrontées à la violence de la rue, à des addictions ou encore à des traumatismes familiaux, elles cherchent à se reconstruire et à reprendre confiance en elles, après avoir été orientées par une structure de l'action sociale. Pour les jeunes professionnels, c'est aussi un quotidien à réinventer. « *Ils s'engagent sur une période minimum car ils souhaitent être au service de l'autre* », exprime Aline. « *Ily a une part de renoncement aussi, par exemple, ils ne peuvent pas sortir autant qu'auparavant pour consacrer du temps à construire le vivre-ensemble dans la maison.* »

Une nouvelle vision du monde

« *Tout le monde ressort transformé par cette expérience.* », témoigne Aline. Les jeunes professionnels quittent la Maison Lazare avec, parfois, l'envie d'un emploi plus riche de sens. Beaucoup se reconvertissent dans un métier du secteur social. « *Ils entrent dans une colocation pour agir pour un groupe et donner. Finalement, ils reçoivent beaucoup et construisent de belles amitiés.* »

Les 24 colocataires se croisent dans le jardin de l'archevêché ou dans le salon convivial où ils écrivent et montent leur propre pièce de théâtre. Pour renforcer les liens avec les amitiés extérieures, la maison est ouverte chaque vendredi au public pour partager un dîner avec les habitants et habitantes de la Maison Lazare.

« *Je souhaitais vivre une expérience qui me fasse grandir. On ne choisit pas les colocs et pourtant, on apprend à vivre ensemble, malgré les hauts et les bas, et à faire de la Maison Lazare la maison de la joie. On ne vit pas que pour soi ! Ça a des répercussions dans tout ce que je vis. Dans mon travail, je suis un peu moins autocentré et égoïste depuis que j'habite ici.* »

Wenceslas, en colocation Lazare depuis avril 2022

→ Si vous souhaitez vivre une expérience de colocation solidaire dans la région lyonnaise, d'autres initiatives mettent en relation et accompagnent les personnes dans leur projet : **Simon de Cyrène**, entre personnes atteintes de handicap et personnes valides, **Marthe-et-Marie**, entre mères célibataires, femmes enceintes et volontaires, **Caracol** ou **Terres d'Ancrages** entre personnes réfugiées et locaux.

CONTACTS

Lazare
lazare.eu

Simon de Cyrène
simondecyrène.org

Marthe-et-Marie
martheetmarie.fr

Caracol
colocation-caracol.fr

Terre d'Ancrages
terredancrages.wordpress.com

L'accueil citoyen pérenne pour rompre les solitudes

L'accueil citoyen permet de mettre à l'abri des personnes en situation de grande précarité, sans logement autonome, en errance entre différents centres d'hébergement ou à la rue. À Lyon, où 14 000 personnes étaient sans domicile fixe en 2022, J'accueille organise l'accueil citoyen pérenne entre personnes réfugiées et personnes locales, qui deviennent colocataires pendant plusieurs mois, parfois plusieurs années.



Une réunion avec l'ensemble des participants au programme J'accueille pour échanger avec Sylvie Tomic, adjointe au maire de Lyon à l'accueil et à l'hospitalité, en janvier 2023.

Face à une hausse croissante de personnes sans hébergement, certains citoyens et citoyennes ouvrent leur porte aux personnes isolées, réfugiées ou sans-abri, une solution alternative à l'hébergement d'urgence. Pérenne, cet accueil citoyen encadré par des associations comme **J'accueille** permet à la fois d'éviter des nuits à la rue mais aussi d'avancer sur le chemin de la reconstruction ou de l'intégration.

L'hébergement citoyen pour mieux se consacrer à ses projets

Auparavant portée par **Singa**, J'accueille accompagne celles et ceux qui disposent d'une chambre libre et souhaitent héberger une personne réfugiée pour une durée de trois à douze mois. Ainsi, elle peut se consacrer pleinement à son projet d'insertion, aussi bien sociale que professionnelle, « libérée de la charge mentale qu'implique la recherche de logement », rappelle Hugo Delétriaz, animateur de l'antenne lyonnaise.

Une immersion culturelle pour faciliter l'intégration

« On est conscients que la cohabitation n'est pas la solution idéale », admet Hugo. J'accueille présente l'accueil citoyen comme une période d'immersion culturelle, facilitatrice pour l'intégration sociale et professionnelle. « Une personne réfugiée se tourne souvent vers une cohabitation pour évoluer dans un contexte francophone », explique Hugo, qui observe une indéniable progression en français des personnes réfugiées accueillies.

La discussion, clé d'une cohabitation paisible

Celles et ceux qui les accueillent sont pour la plupart habités par une volonté de se mettre en action et de venir en aide aux personnes confrontées à une situation de précarité. Au fur et à mesure de la cohabitation, les motivations ne disparaissent pas mais s'enrichissent. Au-delà de réaménager sa manière de vivre, chacun ou chacune donne à découvrir à l'autre sa culture ou encore ses pratiques religieuses.

En décembre 2023, l'accueil citoyen proposé par J'accueille avait permis d'éviter plus de 5 000 nuitées dans la rue dans le Rhône. « Ce n'est pas seulement une mise à l'abri. Des gens ont partagé le même toit, se sont dit bonne nuit, ont cuisiné ensemble, ont raconté leurs dernières sorties au musée », conclut Hugo.

« J'accueille des personnes réfugiées depuis que mes enfants sont partis de la maison. En 2020, j'ai voulu être accompagné dans ma pratique par une association et j'ai d'abord accueilli Fawad pendant 18 mois, qui vit aujourd'hui à Villeurbanne. Maintenant, je vis avec Aziz, qui vient aussi d'Afghanistan. J'ai l'impression d'agir, de jouer un rôle dans leur intégration sociale. C'est comme une colocation, c'est très fraternel. »
Benoît, 63 ans, accueille Aziz chez lui depuis 5 mois

« C'est comme vivre avec une famille. Benoît est très gentil, je suis très heureux quand on cuisine ensemble. »
Aziz, réfugié afghan, arrivé en France en 2018

→ Vous avez une chambre vide et souhaitez accueillir chez vous, pendant plusieurs mois, une personne en situation de précarité et sans logement, d'autres initiatives peuvent vous accompagner dans votre projet d'accueil citoyen pérenne comme **Terre d'Ancrages**, qui met en lien des personnes en recherche de logement et celles avec une chambre disponible.

CONTACTS

J'accueille
singafrance.com

Terre d'Ancrages
terredancrages.wordpress.com

Ouvrir sa porte à celles et ceux qui cherchent un toit pour la nuit, entre convivialité et reconstruction

Pour une nuit ou un week-end seulement, quelques jours ou quelques semaines, certains offrent leur canapé-lit ou leur chambre d'amis à des personnes sans endroit où dormir sur de courtes durées. Parfois, cet accueil citoyen temporaire prend la forme de boucles citoyennes qui se renouvellent chaque mois, dans lesquelles des familles se relaient pour accueillir une personne isolée.

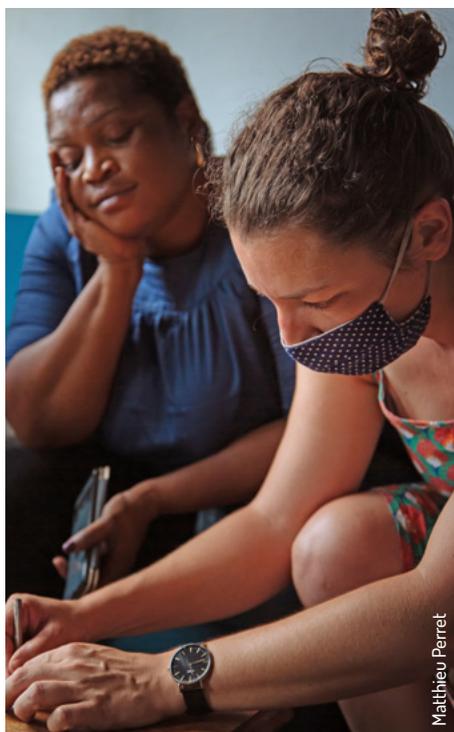
Depuis 2017, à Lyon, **L'Ouvre Porte** organise des boucles d'hébergement d'une semaine par mois entre citoyens et citoyennes du Rhône et de l'Isère, qui se relaient pour accueillir des personnes sans ressources, vivant principalement à la rue et en errance. L'association s'attache à trouver des familles désireuses de les mettre à l'abri et de vivre une expérience de convivialité avec elles. L'inconditionnalité de l'accueil prime. Toute personne peut légitimement entrer dans une boucle d'hébergement citoyen, peu importe ses besoins, son âge, ses ressources, sa religion...

S'imprégner du quotidien des différentes familles accueillantes

Contrairement à l'accueil citoyen pérenne, ici, plusieurs familles s'organisent et se relaient pour chacune accueillir la personne sans solution d'hébergement quelques jours par mois, aussi longtemps que nécessaire. « Être au contact de plusieurs familles et foyers permet de puiser dans les centres d'intérêts de chacun et chacune, dans les différentes manières de vivre pour se construire », explique Bruno, organisateur des boucles citoyennes à L'Ouvre Porte.

Des hébergeants aux profils variés, tous prêts à partager un toit

La souplesse permise par les boucles citoyennes encourage certaines familles à passer le cap de l'accueil. Étudiants, jeunes actifs en colocation, familles, personnes âgées... ils sont nombreux à être sensibles aux situations préoccupantes des personnes à la rue. « Il y a autant de motivations à aider que de profils de personnes qui ouvrent leur porte à l'inconnu », résume Bruno.



Après son séjour chez Estelle et sa famille, Mary est accueillie dans l'appartement de Vincent et Pia pendant leurs vacances.

Une période transitoire vers le logement autonome

Grâce aux interactions avec des juristes, des associations d'aide à l'insertion professionnelle et sociale, du personnel médical, le cheminement vers l'inclusion sociale des personnes en grande précarité tend à déboucher sur un logement stable. « L'accueil citoyen est une première solution sécurisante mais il doit rester intermédiaire et amener la personne sans abri vers un logement classique. Il arrive toutefois que les personnes les plus vulnérables retournent vivre dans des foyers d'accueil, ou des

hébergements d'urgence, donc plus instables », admet Bruno. Quoi qu'il en soit, de ces boucles d'accueil citoyennes naissent des amitiés fortes, où chacun est reconnaissant de ce que l'autre lui a appris.

« Je vivais dehors jusqu'à ce que je rentre à L'Ouvre Porte fin 2022. Vivre en boucle citoyenne favorise le mélange de cultures, de traditions. Cela me confronte aussi à de nouvelles manières d'envisager le monde. Pour le dîner, je prépare beaucoup de plats ivoiriens pour faire découvrir un peu de mon pays aux familles qui m'accueillent. Grâce à elles, j'ai appris à aimer la cuisine française. Le soir, on échange beaucoup sur nos idées et nos projets, dans la bienveillance. Je noue aussi des liens avec leurs enfants. »
Malon, 30 ans, réfugiée ivoirienne, vivait à la rue

→ Vous avez une chambre vide et souhaitez accueillir chez vous, un ou plusieurs jours par mois, une personne en situation de précarité ou sans logement, d'autres initiatives peuvent vous accompagner dans votre projet d'accueil citoyen temporaire : **L'Appartage**, pour accueillir, ne serait-ce qu'une nuit, des jeunes mineurs isolés ou **JRS Welcome Lyon**, pour les personnes demandeuses d'asile.

CONTACTS

L'Ouvre Porte
louvreporte.org

L'Appartage
lappartage.fr

JRS Welcome Lyon
jrsfrance.org

Dans les maisons-relais, le logement comme tremplin pour retrouver une place dans la société

Destinées aux personnes durement touchées par le mal-logement, et aux bagages alourdis par un parcours de vie peu ordinaire, les maisons-relais rassemblent expérience de vie en communauté et cocon individuel. Ainsi, chacun ou chacune se remet sur le chemin d'une vie sociale et professionnelle ordinaire, à son rythme.

Une solution pour celles et ceux fragilisés par la précarité et l'exclusion, les pensions de famille, ou maisons-relais, encouragent les personnes aux parcours de vie chaotiques et avec peu de ressources financières à regagner confiance en elles et à construire des liens avec le monde extérieur en bénéficiant d'un logement pérenne.

Un premier pied dans le logement pérenne

« Les pensions de famille constituent un lieu de vie stable pour les personnes qui, même en situation de grande précarité, très désocialisées et exclues, sont suffisamment autonomes pour habiter un logement individuel », explique Agnès Thomas, responsable du pôle logement chez **Habitat et Humanisme**. Dans le Rhône, l'association dispose de dix maisons-relais recevant chacune une vingtaine de personnes très précaires. Au total, dans le département, 217 personnes ont trouvé dans les pensions de famille un logement pérenne et un accompagnement dans leurs projets de vie par les « hôtes » chargés de mission sociale, et l'implication quotidienne de bénévoles. Les hôtes assurent la cohabitation et des relations apaisées entre tous les résidents et résidentes. Avec le soutien de bénévoles, ils animent les temps communs et suivent

les habitants dans leurs relations avec l'extérieur pour assurer une réinsertion sociale et professionnelle sereine.

Un programme d'activités propre à chaque maison pour se retrouver et imaginer son projet professionnel

En plus de permettre à celles et ceux qui ont connu la vie à la rue, des addictions ou des troubles psychiques, de bénéficier d'un toit d'abord, les pensions de famille d'Habitat et Humanisme portent chacune un projet social propre autour duquel se retrouvent les habitants et les personnes accompagnatrices présentes au quotidien. « Construire un jardin partagé, monter une pièce de théâtre, en tout cas, quelque chose qui fasse vivre et qui anime la résidence grâce à laquelle les locataires se retrouvent et rompent avec leur isolement », décrit Agnès. À Lissieu, dans la pension de famille Domaine des Calles qui verra bientôt le jour, les locataires et les bénévoles pourront ainsi se retrouver autour d'une activité maraîchère, ouvrant sur des possibilités d'emploi.

Les maisons-relais, véritable solution de logement alternatif

À l'inverse des cohabitations ou des accueils citoyens, les personnes en grande précarité

et exclues ne sont pas simplement hébergées, mais logées. Dans ces maisons aux nombreux appartements individuels, les locataires sont accueillis pendant le temps qu'ils souhaitent, autant que nécessaire pour retrouver une stabilité et se réapproprier leur vie. « Cela dépend du souhait des personnes. Elles peuvent tout autant se tourner vers le logement classique que poursuivre cette expérience à la fois collective et autonome », poursuit Agnès.

« C'est le foyer dans lequel j'étais avant qui m'a aidée à trouver une place dans la maison. Ici, j'ai mon propre logement, je peux recevoir mon copain, faire la cuisine. Et quand j'ai le temps, j'aime bien donner un coup de main au jardin. J'ai plus de stabilité, dans ma tête et dans mon travail. »
Sandrine, locataire dans une maison-relais depuis un an.

→ Dans le Rhône, d'autres initiatives proposent des maisons-relais pour offrir un logement à des personnes précaires et un accompagnement par des hôtes dans leur insertion sociale et professionnelle. C'est le cas de la **Fondation Abbé Pierre** et de la **Fondation Aralis**.

CONTACTS

Habitat et Humanisme
habitat-humanisme.org

Fondation Abbé Pierre
fondation-abbé-pierre.fr

Fondation Aralis
fondation-aralis.org

Le jardin de la pension de famille Dumas de Loire dans le 9^e arrondissement.



À (faire) découvrir

Des romans, BD, documentaires, films à découvrir et à partager avec ses proches pour leur donner envie d'agir !



La photographie pour raconter le mal-logement

Dans *À l'abri de rien*, le photographe Samuel Bollendorff, accompagné de la plume de Mehdi Ahoudig, raconte grâce à 70 photographies poignantes le quotidien révoltant de familles fragilisées par une situation de mal-logement, et qui peuvent voir leur vie basculer à tout moment dans une grande précarité. D'un abri de fortune à un logement insalubre, les portraits dépeignent la réalité des millions de familles concernées et décrivent comment le mal-logement affecte la vie sociale.

À l'abri de rien : enquête sur le mal-logement en France, Samuel Bollendorff et Mehdi Ahoudig, 2012



Les souvenirs de celles et ceux qui ont ouvert leur porte

Dans le documentaire *Les accueillants*, le journaliste lyonnais Raphaël Ruffier et la réalisatrice Sylvie Perrin donnent à voir ces citoyens et citoyennes qui, sans être particulièrement militants mais profondément touchés par les parcours de migrants mineurs isolés, décident de leur ouvrir leur porte. Régis par l'humanisme plus que par la légalité, alors qu'ils pensaient ne les héberger que pour une nuit, ils finissent par les accompagner dans leur insertion dans la société, leur scolarité ou la reconnaissance juridique de leur minorité.

Les accueillants, Raphaël Ruffier et Sylvie Perrin, 2018



Partager un toit pour se défaire de l'isolement

Fondateur de *Simon de Cyrène*, association qui rassemble des personnes en situation de handicap et des jeunes valides dans 25 maisons partagées à travers la France, Laurent de Cherisey retrace le développement de l'habitat inclusif, une forme d'habitat alternatif pour les personnes en situation de handicap, qui associe logements privés et espaces collectifs. L'auteur explique comment ces formes particulières d'habitat inclusif rompent l'isolement que vivent à la fois les personnes en situation de handicap, mais aussi les jeunes. À la lumière des récits des personnes accueillies dans les maisons de son association, Laurent de Cherisey décrit comment la rencontre avec le sentiment de solitude de l'autre peut tout changer.

Partager peut tout changer, Laurent de Cherisey, 2023

Plaidoyer pour l'accueil citoyen de personnes réfugiées

Quand une bourgeoise parisienne, dont le fils vit de l'autre côté du globe, décide d'accueillir un jeune réfugié afghan grâce à *J'accueille*, association d'hébergement citoyen lancée par *Singa*, c'est tout un quotidien à réaménager, un autre à connaître et une nouvelle vision du monde à découvrir. Finalement, *Ma France à moi* illustre la relation qui se tisse entre accueillante et accueilli, et invite les spectateurs et spectatrices à s'engager auprès d'initiatives de soutien des personnes réfugiées en déconstruisant les préjugés sur l'asile. Inspiré par son histoire personnelle, le réalisateur Benoît Cohen met en images son livre, *Mohammad, ma mère et moi*, dans lequel il retrace sa rencontre bouleversante avec Mohammad, réfugié que sa mère a accueilli.

Ma France à moi, Benoît Cohen, 2023



Maison de l'Environnement
Retrouvez ces livres et films en prêt dans le réseau des bibliothèques de la métropole et à la Maison de l'Environnement